

Communiqué de presse du président de l'Association TGV GCA

La Commission Mobilité 21 vient de rendre ses propositions pour hiérarchiser les grands projets d'infrastructures à lancer dans les 20 prochaines années.

L'association TGV Grand Centre Auvergne, présidée par le Sénateur du Cher Rémy POINTEREAU, se réjouit que le projet ait été validé dans son principe, mais regrette que la date de mise en service ait été retardée après 2030.

L'association TGV Grand Centre Auvergne soutient les propositions faites par la Commission Mobilité 21 à savoir :

- **la possibilité de commencer les travaux avant 2030**, si l'observatoire indépendant mis en place par la Commission juge que la saturation de la ligne Paris-Lyon intervient plus tôt.
- **la provision de 2 Milliards d'euros pour des 1^{er} travaux** liés notamment à la saturation des nœuds ferroviaires de Lyon et du Sud de Paris qui ne peuvent que conforter la réalisation du projet dans les 15 ans à venir et préparent concrètement l'arrivée du POCL.

Ce rapport conforte ainsi l'efficacité du travail de mobilisation de l'Association TGV Grand Centre Auvergne et la reconnaissance par la Commission Mobilité 21, présidée par Philippe DURON, de l'intérêt stratégique du projet qui bénéficie du soutien de l'ensemble des élus concernés toutes sensibilités politiques confondues.

Plus de 700 adhérents, plus de 10 000 signatures pour la pétition « OUI au TGV POCL », plus de 1 000 délibérations de collectivités en faveur du projet, 5 Régions, 12 départements, 34 parlementaires, 100 élus, 210 collectivités, 18 Chambres Consulaires, qui pendant 5 ans se sont mobilisés sans relâche pour ce projet qui garantit l'attractivité des Régions Centre, Auvergne, et Bourgogne.

Notre combat n'est pas terminé, nous devons continuer à faire avancer les études !

C'est désormais aux Présidents des Régions qui siègent au Comité de Pilotage du projet POCL en tant que financeurs de se positionner pour faire accélérer ce projet et mettre en œuvre la prochaine étape des études préalables à l'enquête d'utilité publique.

Enfin, Rémy POINTEREAU va réunir le Conseil d'Administration de l'Association dans les jours qui viennent afin d'envisager les actions à mener pour poursuivre le projet, et dans le cadre de sa Vice-présidence de la Commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire au Sénat, Rémy POINTEREAU va auditionner, mardi 2 juillet avec ses collègues Sénateurs, Monsieur Philippe DURON qui présentera le détail de tous les projets de ce rapport.